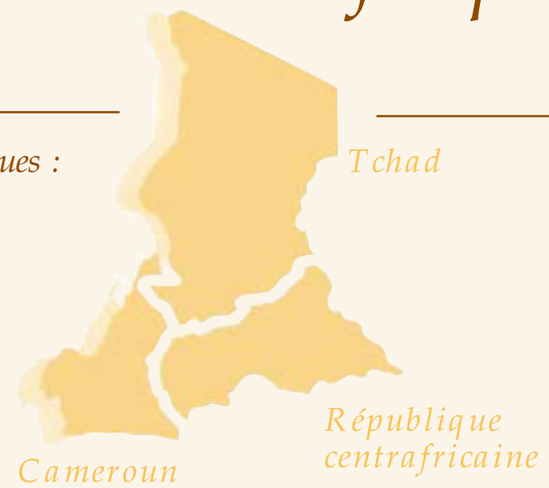
ATLAS

Pôle régional
de recherche appliquée
au développement des savanes
d'Afrique centrale

Agriculture et développement rural des savanes d'Afrique centrale

Editeurs scientifiques :

Jean-Yves Jamin
Christian Gounel
Christophe Bois



Atlas

Agriculture et développement rural des savanes d'Afrique centrale

Cameroun – République centrafricaine – Tchad

Editeurs scientifiques : J.-Y. Jamin, C. Gounel, C. Bois

Préface de M. le Ministre S. Namkossérena

Avant-propos de L. Seiny-Boukar

Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale (PRASAC)

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)

N'Djamena, Tchad ; Montpellier, France, 2003

Coordination des travaux

J.-Y. Jamin, C. Gounel, C. Bois

Elaboration et révision des cartes

C. Gounel et C. Bois, avec G. F. Ankogui-Mpoko, A.B. Bangara, D. Béclier, G. Begoto, P. Doko, E. Fotsing, D. Gautier, G. Grellet, S. Guillobez, B. Iratchet, J.-Y. Jamin, P. Morant, F. Réounodji

Rédaction et révision des notices

J.-Y. Jamin, G.F. Ankogui-Mpoko, D. Awa, B. Chardonnet, K. Djondang, G. Duteurtre, J. Faikréo, G. Faure, M. Figuié, E. Fotsing, D. Gautier, C. Gounel, D. Kadekoy-Tigagué, G. Magrin, F. Maïnam, E. Mbétid-Bessane, F. Réounodji, C. Seignobos, L. Seiny-Boukar, A. Teyssier, E. Vall

Révision bibliographique

M.-C. Duchamp

Corrections éditoriales

J. Bodichon, C. Rawski

Maquette et mise en page

J.-C. Lorente, C. Rollin
Roberto Hamm - Crayon et Cie

Crédit photos

Prasac, 2002. Mille et une photos des savanes d'Afrique centrale. Cédérom.

Auteurs : C. Bois (p. 17, 47), C. Cerdan (p. 75), D. Chavatte (p. 87), G. Duteurtre (p. 27, 71), M. Havard (p. 55), J.-Y. Jamin (p. 9, 11, 13, 19, 23, 27, 29, 31, 39, 47, 54, 55, 63, 65, 67, 69, 71, 73, 81, 83, 84, 85, 89, 92, 93, 95), G. Magrin (p. 25, 30, 33, 77), B. Mathieu (p. 97), E. Vall (p. 54), stagiaires de l'Engref (p. 15, 21, 27, 35, 47, 59)

Ouvrage réalisé au Laboratoire régional de géomatique ICRA/PRASAC de Bangui, dans le cadre de la composante « Observatoire du développement » du PRASAC.

PRASAC, Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale

Sous l'égide de :

CORAF, Conseil ouest-africain de la recherche agronomique pour le développement

CEMAC, Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

Institut centrafricain de recherche agronomique, ICRA

Institut de recherche agricole pour le développement, IRAD

Institut tchadien de recherche agronomique pour le développement, ITRAD

Laboratoire de recherche vétérinaire et zootechnique de Farcha, LRVZ

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, CIRAD

Institut de recherche pour le développement, IRD

Université de Leyde / Université de Dschang / Centre d'étude de l'environnement et du développement au Cameroun, CEDC

L'équipe remercie les partenaires des différents ministères, des agences et projets de développement et des sociétés cotonnières qui ont bien voulu mettre à sa disposition leurs données et apporter un regard critique sur la version provisoire, ainsi que M. F. Mbringa-Takama et les professeurs R. Brunet et J.-L. Chaléard pour leurs conseils avisés.

Cet ouvrage a été réalisé grâce au soutien que la Coopération française apporte au PRASAC.

Contact : prasac@prasac.td

© Cirad, PRASAC, 2003
ISBN Cirad 2-87614-545-6
ISBN Coraf 2-9520141-1-6

Sommaire

Préface 5
Avant-propos 6
L'apport d'un atlas des savanes d'Afrique centrale 7

La diversité agro-écologique *9*
Les savanes d'Afrique centrale : unité et diversité 11

La diversité des conditions du milieu naturel *13*
Le climat 15
Le relief et l'hydrographie 17
Le contexte morpho-pédologique 19
Les formations végétales 23

La diversité du peuplement et des conditions socio-économiques *27*
Une population jeune, un espace inégalement occupé 29
Les enjeux migratoires et le développement 31
La diversité et la richesse du peuplement 35
Les limites administratives et les frontières 39
Les voies du désenclavement 41

L'agriculture et l'élevage *47*
Les grands systèmes de culture 49
La place de la traction animale 53
La production cotonnière 57
Un vivrier marchand sous-régional : l'arachide 63
L'élevage 65
L'évolution du rôle des savanes dans le commerce du bétail au Tchad 69
Les flux de cheptel nationaux et régionaux 71
Les aires protégées 73
Les marchés et l'intégration régionale 75

D'un territoire villageois à l'autre *81*
Un terroir camerounais en savane soudanienne : Mowo 83
Un terroir tchadien en savane soudanienne : Ngoko 85
Un terroir centrafricain en savane soudano-guinéenne : Gouzé 89
Un territoire camerounais enclavé : Fignolé 91
Un terroir de savanes guinéennes à faible densité de population : Ngouyali (RCA) 93
Les potentialités des sols et la dynamique du sorgho de contre-saison dans l'Extrême-Nord du Cameroun 97

Glossaire *100*

L'Atlas existe également en version numérique interactive. Pour l'obtenir, contacter la librairie du Cirad (librairie@cirad.fr) ou le Prasac (prasac@prasac.td).

La diversité du peuplement et des conditions socio-économiques

Les enjeux migratoires et le développement

G. Magrin (Cirad/Prasac)

Vu de loin, le peuplement des savanes d'Afrique centrale semble dominé par des paysanneries enracinées relativement denses. Celles-ci s'opposent aux vides sahélo-sahariens et aux déserts humains forestiers, où la forte mobilité des populations répond à l'hostilité du milieu. Or ces savanes constituent au contraire, depuis des siècles, un carrefour intensément parcouru, entre Afrique sahélienne et Afrique forestière, Afrique orientale et Afrique occidentale. Au cours du XXe siècle, les causes de migration ne changent guère, au croisement de logiques malthusiennes et de facteurs politiques.

Cependant, leur contexte géographique a profondément évolué. Alors que le tracé des frontières crée des démarcations inédites, la croissance des villes induit de nouvelles polarisations, qui n'absorbent qu'en partie la vigoureuse croissance démographique. Les sécheresses sahéliennes et la saturation foncière dans certains espaces soudaniens confèrent désormais une forte attractivité à certaines zones traditionnellement peu peuplées des savanes, qui offrent des possibilités d'intensification agricole par le contrôle de l'eau (Cameroun, Tchad). Ailleurs, au contraire, en l'absence de développement économique, des espaces ruraux peu denses se vident vers les villes (RCA).

Quoi qu'il en soit, dans des Etats en mal de stabilité, où des pouvoirs locaux émergents sont appelés à fournir de nouveaux cadres aux efforts de développement, ces migrations constituent des enjeux politiques considérables, à toutes les échelles. On peut se demander dans quelle mesure les migrations rurales peuvent apparaître comme des opportunités de brassage social, susceptibles d'atténuer les clivages ethniques et de favoriser l'émergence progressive d'Etats-nations dans cet espace fragile du centre du continent, ou au contraire si elles ne risquent pas seulement d'attiser ces violences latentes.

Jeunes paysans tchadiens en route pour la ville.

Les deux premiers tiers du XXe siècle : colonisation et systèmes migratoires

Avec la mise en place des frontières et la paix coloniale, les grands mouvements migratoires de peuples entiers des siècles précédents (voir plus loin « Mise en place du peuplement ») se terminent. Au Tchad, en RCA (Oubangui), des mouvements de fuite vers les territoires coloniaux voisins (Cameroun) répondent aux pressions de l'administration : portage, construction du chemin de fer Congo-océan, culture obligatoire du coton. Dans les espaces de faible densité de l'Oubangui, on regroupe les populations au bord des pistes, pour mieux les contrôler. Mais certaines migrations se développent aussi indépendamment de la contrainte. Ainsi, dès le début du siècle, des communautés de marchands musulmans sahéliens (Bornou, Ouaddaïens, Baguirmiens) s'installent dans les villes créées par les colonisateurs : à Moundou et Fort-Archambault (Sarh), mais aussi en Oubangui, à Bouar, à Bangui, et jusque dans les petits centres urbains.

Durant les deux premières décennies qui suivent l'indépendance, des mouvements de fonctionnaires viennent ajouter au brassage des populations, suivant, au Tchad et au Cameroun, un gradient de formation Sud-Nord. Des fonctionnaires originaires du sud du Cameroun s'établissent dans les centres urbains du Nord. Le même phénomène se vérifie au Tchad, pour des raisons analogues : les populations méridionales possédaient une grande avance scolaire sur celles du Nord musulman au moment des indépendances, du fait du refus de celles-ci d'adhérer aux institutions éducatives laïques.

Au Tchad, cette période est marquée par une migration dominante des Sara vers le nord : la saturation de certaines terres incite à partir, d'autant que la pluviométrie est favorable et que la présence, dans les espaces d'accueil, d'administrateurs issus des mêmes régions rassure. Paysans et pêcheurs sara alimentent un front migratoire vers le nord qui suit l'axe du Chari.

Les principaux flux actuels

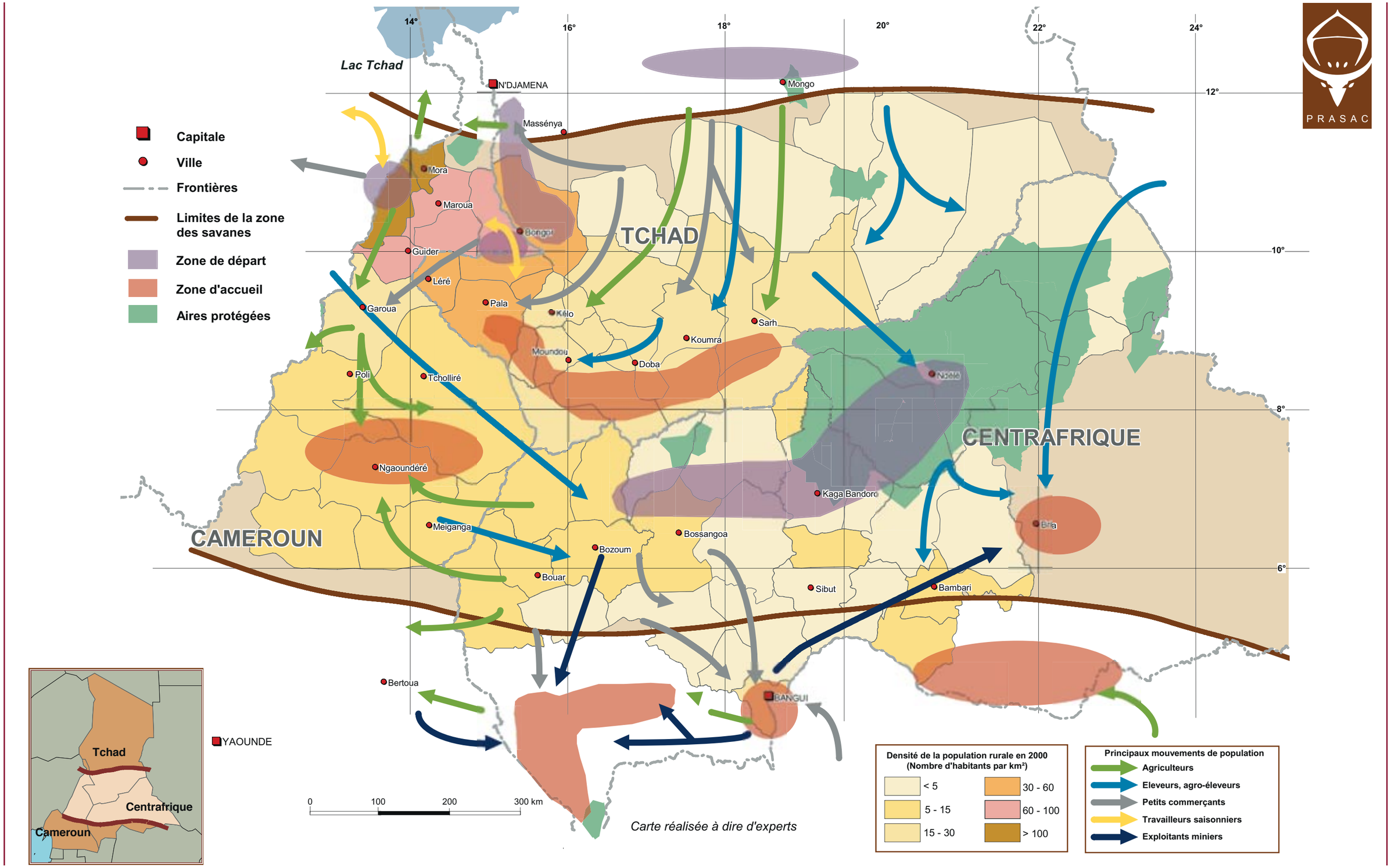
Au cours des deux dernières décennies, deux facteurs induisent un renversement des dynamiques migratoires : les conditions politiques, mais surtout l'augmentation de la pression démographique et la dégradation climatique. Les migrations expriment alors des gradients de densité, de richesse, de sécurité politique et climatique.

Les horizons variés des migrations rurales

Certains mouvements migratoires mettent en relation des espaces contigus ou voisins. Ils sont parfois saisonniers. Dans certains cas, les déplacements actuels amplifient des flux anciens. Ainsi, pour se procurer des revenus monétaires, nécessaires notamment au paiement de la dot, de nombreux jeunes Tchadiens et Camerounais des pays massa, mousseye et toupouri s'emploient dans les plantations de *muskuwaari* des Foulbé de la plaine du Diamaré, et ce depuis au moins les années 1950. Ils y sont rejoints par de la main-d'œuvre provenant des piémonts des monts Mandara, comme des Mofu.

Plus récemment, des contingents de jeunes habitants de la région de Kyabé, dans l'est du moyen Chari, partent en saison sèche « en aventure » dans les régions diamantifères du centre-est de la RCA, à la recherche des pierres précieuses. De même, fuyant la répression militaire des mouvements de rébellion fédéralistes (1983-1984, 1992-1993, 1997-1998), dans le sud du Tchad, des milliers de personnes riveraines de la frontière se sont installées dans les espaces limitrophes de la Centrafrique, notamment entre Goré et Bétoko. Elles sont progressivement revenues au Tchad, à la faveur du retour de la paix, mais aussi parce qu'elles étaient perçues comme indésirables par les autorités centrafricaines.

Les mouvements migratoires de 1950 à nos jours



En outre, ces migrations de proximité peuvent se révéler définitives. Au Tchad et au Nord-Cameroun, elles ont mis en relation des espaces à forte densité, aux systèmes agraires sous pression, avec des espaces pionniers attractifs. Au Tchad, on a constaté une progression de fronts de colonisation agricole au sud et au sud-ouest d'une dorsale à forte densité (Fianga, Kélo, Moundou, Doba), conduisant à l'occupation d'espaces qui avaient longtemps fait figure de *no man's land*, séparant les fortes densités des pays sara des royaumes foulbé esclavagistes du Nord-Cameroun. Les espaces les plus répulsifs étaient les plus denses (*koro* de Bénoye). De même, au Nord-Cameroun, l'interruption de la traite et le rétablissement de la sécurité au cours du XXe siècle ont été favorables à une descente progressive des montagnards des monts Mandara (Mofu, Daba) d'abord vers les piedmonts, puis vers les plaines. Ce mouvement s'est accéléré au cours des décennies 1960 et 1970, sous l'effet de la croissance démographique et des accidents climatiques, qui rendaient l'existence de plus en plus précaire dans ces bastions montagnards enclavés, où la terre supportait des densités élevées au prix d'aménagements titanesques. L'accompagnement de ce mouvement a alors constitué l'objectif d'une première série de projets de développement. Contrairement à ce qui avait été envisagé, leurs bénéficiaires principaux n'ont pas été les montagnards, mais certaines ethnies des plaines habituellement mobiles. Avec les Guiziga, les Mousseye et les Massa, les Toupouri et les Moundang furent les plus nombreux, sans qu'on puisse connaître la part des Tchadiens et des Camerounais dans ces flux.

Dans un deuxième temps, les épisodes de sécheresse des années 1970 et 1980 érigent les espaces de savane soudanienne en aires d'accueil pour les populations sahéliennes, ou celles qui vivaient sur les marges septentrionales de la zone soudanienne. Au Nord-Cameroun, ces migrations rurales répondent aux disettes de l'Extrême-Nord. Les crises alimentaires qui frappent les agropasteurs sahéliens arabes choa, les montagnards ou les populations des plaines précédemment citées alimentent les fronts pionniers cotonniers dans le bassin de la Bénoué. La mise en œuvre d'ambitieux projets de développement (projets Nord-Est Bénoué, Sud-Est Bénoué) accompagne ce processus. Des Ngambaye tchadiens furent également nombreux à s'installer sur ces fronts pionniers ouverts par la SODÉCOTON (Société de développement du coton, Cameroun), à la faveur du projet Sud-Est Bénoué, dans la région de Madingrin et de Touboro.

Au Tchad, en l'absence de projets de développement comparables, des commerçants sahéliens s'installent dans les villes de la zone méridionale, tandis que des pasteurs arabes ou foulbé, plus ou moins nomades, descendent massivement vers le sud. A partir de la région de Kyabé, certains franchissent même la frontière centrafricaine, pour s'installer dans les environs de Bria, voire de Ndélé, riches en pâturages de saison sèche, et plus généralement en espaces vierges. Tous viennent chercher une plus grande régularité pluviométrique, synonyme de cultures moins aléatoires, de pâturages et d'échanges.

La complexité des liens migratoires villes-campagnes

Les effets de l'exode rural viennent compliquer cette esquisse des schémas migratoires. Ce type de migration semble ajouter à la distance des dimensions sociales : de la terre aux emplois salariés, ou, le plus souvent, aux petits métiers du tertiaire informel. Mais les dynamiques contemporaines expriment davantage une profonde mixité spatiale des stratégies individuelles, entre villes et campagnes, dans un contexte marqué par une forte mobilité, qu'une coupure franche avec le milieu rural d'origine.

Ainsi, aux mouvements dominants vers les grandes villes nationales, au cours des années 1960 et 1970, ont parfois répondu des déplacements en sens inverse. Au Tchad, N'Djamena a joué un rôle complexe : la concentration des emplois de l'Etat y a attiré de nombreux méridionaux, qui dominent la petite fonction publique. Mais les « événements de 1979 » (l'embrasement de la ville à partir d'un clivage Nord-Sud) ont provoqué un exode massif des « sudistes » vers leur bastion d'origine, et tous ne sont pas revenus ensuite. A Bangui, à une moindre échelle, la crise urbaine liée aux graves difficultés de l'Etat, au cours des années 1990, qui se manifeste par des périodes de forte insécurité, des pénuries diverses, mais surtout des arriérés récurrents dans le paiement des salaires, aurait provoqué le retour au village de plusieurs centaines de petits fonctionnaires. De même, on assistait au retour sur le piedmont mofu, au Nord-Cameroun, de nombreux « sauvetteurs » (vendeurs à la sauvette) auparavant installés à Yaoundé, évincés par les Bamiléké du marché de la chaussure d'occasion. Dans tous ces cas, les mouvements de départ de la grande ville et de retour au village peuvent se révéler très conjoncturels, et s'inverser à la première opportunité.

La capacité des centres urbains des savanes d'Afrique centrale à capter une part de l'exode rural varie largement selon la taille et les fonctions de ces villes. Au Nord-Cameroun, les métropoles régionales que sont Ngaoundéré (180 000 habitants), mais surtout Maroua et Garoua (respectivement 250 000 et 320 000 habitants), qui détiennent des fonctions administratives, industrielles et commerciales bien développées, sont à même de drainer une part importante de l'exode rural, au détriment des capitales méridionales du pays, Douala et Yaoundé. En RCA, la déshérence de l'économie agricole suffit à concentrer dans la capitale l'espoir de bien des déclassés ruraux. Faute d'activités salariées, les autres villes des savanes retiennent peu de migrants, à l'exception des villes périphériques bénéficiant des retombées de l'exploitation diamantifère ou forestière et de trafics frontaliers lucratifs. C'est le cas principalement de Berbérati (42 000 habitants)

Jeune garçon gardant le bœuf familial pendant le marché au sud du Tchad.

et de Bangassou (25 000 habitants), mais aussi de petites villes comme Nola (15 000 habitants) ou Mobaye (7 000 habitants). Au cœur des savanes d'Afrique centrale, les petites villes du nord souffrent des difficultés de l'économie cotonnière, auxquelles s'ajoute, pour Bouar (40 000 habitants), le manque à gagner lié au départ de l'armée française.

Dans le sud du Tchad, les villes exercent une attraction également modérée, proportionnelle à leur taille et à leur potentiel économique relativement modeste. Seuls des centres comme Pala, Kélo ou Koumra (35 000 habitants), mais surtout Sarh (90 000 habitants) et Moundou (120 000 habitants), ont un recrutement un peu plus large. Cette dernière, en particulier, apparaît comme la véritable capitale du sud tchadien, tant pour son potentiel industriel que par la présence importante d'Ong ou de projets de développement. Elle sera probablement la principale bénéficiaire de l'afflux de populations consécutif aux travaux de réalisation de l'infrastructure d'exploitation du pétrole de Doba.

Les problèmes migratoires : du foncier au politique

Les migrations constituent dans les espaces de départ de véritables soupapes, et ainsi des réponses à la dégradation des conditions de la production agricole, sous l'effet des aléas climatiques et de la croissance démographique. Cela étant, elles imposent aux zones d'accueil des problèmes territoriaux brûlants. Ceux-ci se déclinent en fonction de la capacité d'accueil de ces espaces, largement dépendante des densités démographiques.

Au Nord-Cameroun, les enjeux principaux sont d'ordre foncier. Dans les zones d'accueil, la perception par les acteurs de la raréfaction de la terre se traduit par la mise en place de stratégies offensives d'appropriation du sol. Chefferies traditionnelles, autorités administratives et nouveaux pouvoirs décentralisés sont au cœur de conflits parfois violents pour le territoire, dont les perdants sont souvent certaines catégories de migrants mal organisés. Cependant, ces migrants bénéficient souvent de l'appui de la Sodécoton et des Eglises chrétiennes, qui accueillent favorablement l'arrivée de populations chrétiennes ou animistes sur des terres dévolues autrefois aux seuls éleveurs musulmans. De ce fait, d'une manière générale, ce sont les éleveurs qui apparaissent comme les occupants anciens de l'espace les plus menacés par les dynamiques agricoles pionnières et l'augmentation de la population.

Au sud du Tchad, l'espace n'est encore que rarement saturé : il sert plus souvent de prétexte que d'objet aux conflits. Les tensions migratoires s'enracinent dans les déchirures politiques nationales, souvent formulées en termes d'opposition Nord-Sud. Le contexte issu de la guerre civile de 1979-1982, au terme de laquelle le Sud perd le pouvoir au bénéfice de dirigeants originaires du Nord, assortit le mouvement migratoire vers le sud, commun à toute l'Afrique sahélo-soudanienne, d'une charge conflictuelle particulière. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs musulmans sont envenimés par la partialité des administrateurs « nordistes », accusés d'avantager leurs coreligionnaires. En ville, la cohabitation entre les autochtones et les petits commerçants est d'autant plus tendue que ces derniers sont sensibles à la prédication islamiste, qui se diffuse au cours des années 1990.

En Rca, les mouvements migratoires n'occasionnent pas pour le moment de semblables tensions, d'autant que les densités demeurent faibles. Leur incidence négative procède plutôt de l'effet contraire : dans certaines des zones les moins denses, l'émigration vers Bangui vide l'espace de ses forces vives, abandonnant le territoire à la forêt, aux *zaraguinas* et autres bandes armées venues des confins soudanais ou d'ailleurs.

Conclusion

La connaissance des dynamiques migratoires constitue un enjeu d'autant plus important pour la recherche que ces questions occupent, du fait de l'augmentation de la population et des tensions foncières croissantes, une place centrale dans les problèmes de développement, notamment dans les réflexions sur l'articulation entre pouvoirs et territoires, à l'échelle des collectivités locales à naître de la décentralisation.

Bibliographie

Beauvilain A., 1989. Nord-Cameroun. Crises et peuplement. Notre-Dame de Gravenchon/Rouen, univ. Rouen, 2 vol., 625 p.

Magrin G., 2001. Le Sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir. Pour mieux connaître le Tchad. Paris, Cirad/Prasac/Sépia/Pmct, 427 p.

Prioul C., 1971. Eleveurs nomades et paysans sédentaires dans le nord-ouest centrafricain. *In* : Quatre études sur l'élevage. Travaux et documents de géographie tropicale. Bordeaux, Ceget-Cnrs, p. 1-42.

République du Tchad, 1995. Recensement général de la population et de l'habitat. Vol. III : Analyse. Tome 4 : Migrations–Urbanisation. N'Djamena, Bureau central du recensement, 163 p.

Roupsard M., 1987. Nord-Cameroun. Ouverture et développement. Thèse, Paris/Coutances, univ. Paris X, 517 p.

Seignobos C., Teyssier A., 1998. Enjeux fonciers dans la zone cotonnière du Cameroun. Observatoire du foncier n° 2. Garoua, Sodecoton-Dpgt/Ird, 55 p.

Seignobos C., Iyebi-Mandjek O. (éd.), 2000. Atlas de la province Extrême Nord, Cameroun. Paris, Yaoundé, Ird/Minrest/Inc, 171 p. + 1 cédérom.